

Numéro
du dossier 12079
de la farde

CONSEIL D'ÉTAT
DU
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Projet de loi portant ratification du Protocole signé
à La Haye le 27 mars 1931 pour reconnaître à la
Cour permanente de Justice Internationale la
compétence d'interpréter les Conventions de La Haye
de droit international privé

Commission

MM :

Hamelius,

Leclerc

Leidenbach

Schahay

Faber

1936.

Staatsarchiv Luxemburg

Abt. 5.

Nr. 9688.

IV. 35. — 500.

W

Prise v
M. H. Ho
Le
Le
Le
Vo

Mc

Gouvernement

Luxembourg, le 30 mars 1936.

Affaires Etrangères

N. 17a

N. 12079

Prière de b. r. faire circuler:

dépêché au Conseil d'Etat.

MM. Hamelius,

Leclère,

Leidenbach,

Leclercq,

Viabes.

Monsieur le Président,

Nous avons l'honneur de soumettre à l'avis de votre haute Compagnie un projet de loi approuvant le Protocole signé à La Haye, le 27 mars 1931, pour reconnaître à la Cour Permanente de Justice Internationale la compétence d'interpréter les Conventions de La Haye de droit international privé.

Le Protocole qui a été signé par différents Etats sur l'invitation du Gouvernement des Pays-Bas ne fait que concrétiser dans une matière spéciale des engagements internationaux que le Grand-Duché a déjà assumés par sa politique d'arbitrage et plus spécialement par son adhésion à l'Acte Général d'Arbitrage et à la Clause facultative de Juridiction Obligatoire de la Cour Permanente de Justice Internationale réalisée par la loi du 29 juillet 1930.

Le Ministre d'Etat,

Président du Gouvernement,

Le Directeur général de la Justice,

A

Monsieur le Président

du Conseil d'Etat

à

Luxembourg.

10-11-1930

Memorandum to the President

For your information, I have to report that the Commission on the Administration of Justice has completed its report. The report is a comprehensive study of the present administration of the courts and the methods of selecting judges. It contains many valuable suggestions for improvement. I have attached a copy of the report to this memorandum. I believe it is of great interest to you and would like to discuss it with you at your convenience.

Very respectfully,
The Attorney General

In witness whereof, I have hereunto set my hand and the seal of the Department of Justice at Washington, D.C., this 10th day of November, 1930.

Respectfully,
The Attorney General

Texte du

13

Projet de loi

portant ratification du Protocole signé à La Haye,
le 27 mars 1931, pour reconnaître à la Cour Permanente
de Justice Internationale la compétence d'interpréter
les Conventions de La Haye de droit international
privé.

Article unique.- Est approuvé le Protocole signé à
La Haye, le 27 mars 1931, pour reconnaître à la Cour
Permanente de Justice Internationale la compétence
d'interpréter les Conventions de La Haye de droit inter-
national privé.

PROJET DE LOI

Article unique. — Est approuvé le Protocole signé à La Haye, le
27 mars 1931, pour reconnaître à la Cour Permanente de Justice
Internationale la compétence d'interpréter les Conventions de
La Haye de droit international privé.

PROTOCOLE

pour reconnaître à la Cour Permanente de Justice Internationale la compétence d'interpréter les
Conventions de La Haye de droit international privé.

Les Etats contractants du présent Protocole, représentés par les plénipotentiaires dûment accrédités, recon-
naissent la compétence de la Cour Permanente de Justice Internationale pour connaître des différends
entre eux concernant l'interprétation des Conventions adoptées par la Conférence de La Haye de droit
international privé, qu'ils ont ratifiées ou auxquelles ils ont adhéré.

Le différend sera porté devant la Cour par requête présentée par l'Etat le plus intéressé.

Le présent Protocole sera ratifié et la première dépôt de ratifications aura lieu à La Haye, dès que deux
des Etats signataires auront en réserve de déposer leurs ratifications. Il sera ouvert à la ratification des
autres Etats signataires.

Il sera dressé de tout dépôt de ratification un procès verbal, dont une copie sera adressée, par la
voie diplomatique, à chacun des Etats contractants.

Le présent Protocole entrera en vigueur pour les Etats qui l'auront ratifié, lorsque aura été le dépôt
de leurs ratifications. Il aura une durée de cinq ans à partir de la date où il est entré en vigueur entre les
Etats qui ont participé au premier dépôt de ratifications. Le présent Protocole sera renouvelé à l'expiration de cette date,
même pour les Etats qui n'auront pas déposé leurs ratifications plus tard.

Le Protocole sera renouvelé tacitement de cinq ans en cinq ans, sans dénonciation.

Texte du

Projet de loi

portant ratification du Protocole signé à La Haye,
le 27 mars 1951, pour reconnaître à la Cour Permanente
de Justice Internationale la compétence d'interpréter
les Conventions de La Haye de droit international
privé.

Article unique. - Est approuvé le Protocole signé à
La Haye, le 27 mars 1951, pour reconnaître à la Cour
Permanente de Justice Internationale la compétence
d'interpréter les Conventions de La Haye de droit inter-
national privé.

13 **CONSEIL D'ÉTAT.**

PROJET DE LOI

portant

ratification du Protocole signé à La Haye, le 27 mars 1931, pour reconnaître à la Cour permanente de Justice Internationale la compétence d'interpréter les Conventions de la Haye de droit international privé.

DÉPÊCHE AU CONSEIL D'ÉTAT.

Luxembourg, le 30 mars 1936.

Monsieur le Président,

Nous avons l'honneur de soumettre à l'avis de votre haute compagnie un projet de loi approuvant la Protocole signé à La Haye, le 27 mars 1931, pour reconnaître à la Cour Permanente de Justice Internationale la compétence d'interpréter les Conventions de La Haye de droit international privé.

Le Protocole qui a été signé par différents Etats sur l'invitation du Gouvernement des Pays-Bas ne fait que concrétiser dans une matière spéciale des engagements internationaux que le Grand-Duché a déjà assumés par sa politique d'arbitrage et plus spécialement par son adhésion à l'Acte Général d'Arbitrage et à la Clause facultative de Juridiction Obligatoire de la Cour Permanente de Justice Internationale réalisée par la loi du 29 juillet 1930.

Le Ministre d'Etat, Président du Gouvernement,
Jos. BECH.

Le Directeur général de la Justice,
Norb. DUMONT.

PROJET DE LOI.

Article unique. — Est approuvé le Protocole signé à La Haye, le 27 mars 1931, pour reconnaître à la Cour Permanente de Justice Internationale la compétence d'interpréter les Conventions de La Haye de droit international privé.

PROTOCOLE

pour reconnaître à la Cour Permanente de Justice Internationale la compétence d'interpréter les Conventions de La Haye de droit international privé.

Les Etats contractants du présent Protocole, représentés par les soussignés dûment autorisés, reconnaissent la compétence de la Cour Permanente de Justice Internationale, pour connaître de tout différend entre eux concernant l'interprétation des Conventions élaborées par la Conférence de La Haye de Droit International Privé, qu'ils ont ratifiées ou auxquelles ils ont adhéré.

Le différend sera porté devant la Cour par requête présentée par l'Etat le plus diligent.

Le présent Protocole sera ratifié et le premier dépôt de ratifications aura lieu à La Haye, dès que deux des Etats signataires seront en mesure de déposer leurs ratifications. Il restera ouvert à la ratification des autres Etats signataires.

Il sera dressé de tout dépôt de ratifications un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à chacun des Etats contractants.

Le présent Protocole entrera en vigueur pour les Etats qui l'auront ratifié, soixante jours après le dépôt de leurs ratifications. Il aura une durée de cinq ans à partir de la date où il est entré en vigueur entre les Etats qui ont participé au premier dépôt de ratifications. Ce terme commencera à courir de cette date même pour les Etats qui auront déposé leurs ratifications plus tard.

Le Protocole sera renouvelé tacitement de cinq ans en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation devra être notifiée au moins six mois avant l'expiration du terme visé aux deux alinéas précédents au Gouvernement des Pays-Bas, qui en donnera connaissance à tous les autres Etats contractants. Elle ne produira son effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. Le Protocole restera exécutoire pour les autres Etats contractants.

Le Protocole qui portera la date de ce jour, sera signé en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à chacun des Etats qui ont été représentés à la Sixième Session de la Conférence de La Haye de Droit International Privé.

Fait à La Haye, le 27 mars 1931.

(Suivent les signatures.)

PROJET DE LOI

Article unique. — Est approuvé le Protocole signé à La Haye le 27 mars 1931, pour reconnaître à la Cour Permanente de Justice Internationale la compétence d'interpréter les Conventions de La Haye de droit international privé.

PROTOCOLE

Les Etats contractants du présent Protocole, représentant les Etats membres de la Cour Permanente de Justice Internationale, pour reconnaître à la Cour Permanente de Justice Internationale la compétence d'interpréter les Conventions de La Haye de droit international privé, ont arrêté les dispositions qui suivent.

Le présent Protocole sera ratifié et la ratification sera déposée à La Haye, chez le Secrétaire Général de la Conférence de La Haye de droit international privé.

Les Etats signataires du présent Protocole, en vertu de la ratification qu'ils ont déposée, ont accepté de reconnaître à la Cour Permanente de Justice Internationale la compétence d'interpréter les Conventions de La Haye de droit international privé.

Il sera dressé de tout dépôt de ratification un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à chacun des Etats contractants.

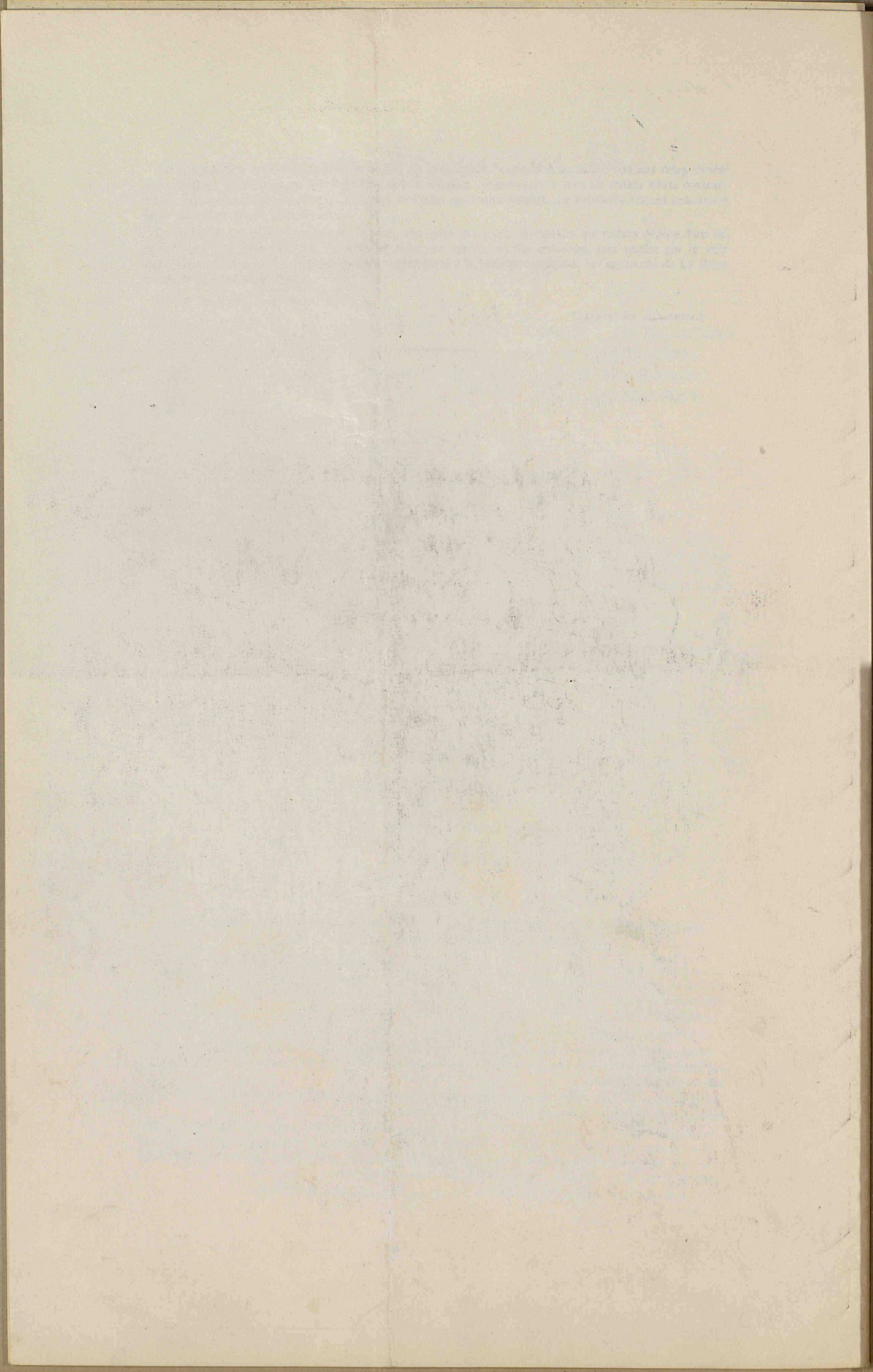
Le présent Protocole entrera en vigueur pour les Etats qui l'ont ratifié, à compter du jour où il sera entré en vigueur entre les Etats qui ont participé au premier dépôt de ratification. Les Etats qui n'ont pas participé au premier dépôt de ratification, mais qui ont ratifié le Protocole, seront admis à participer au premier dépôt de ratification, à condition qu'ils le fassent avant le 31 décembre 1932.

PROJECT D-101

The purpose of this project is to develop a system for the automatic processing of data from the various sources of information available to the project.

REPORT OF PROGRESS

The progress of the project has been satisfactory. The system has been developed and tested, and the results have been satisfactory. The system is capable of processing data from the various sources of information available to the project, and the results are accurate and reliable. The system is also capable of processing data from the various sources of information available to the project, and the results are accurate and reliable.



mais entre les
contendants.

CONSEIL D'ÉTAT.

PROJET DE LOI

portant

ratification du Protocole signé à La Haye, le 27 mars 1931, pour reconnaître à la Cour permanente de Justice Internationale la compétence d'interpréter les Conventions de la Haye de droit international privé.

DÉPÊCHE AU CONSEIL D'ÉTAT.

Luxembourg, le 30 mars 1936.

Monsieur le Président,

Nous avons l'honneur de soumettre à l'avis de votre haute compagnie un projet de loi approuvant la Protocole signé à La Haye, le 27 mars 1931, pour reconnaître à la Cour Permanente de Justice Internationale la compétence d'interpréter les Conventions de La Haye de droit international privé.

Le Protocole qui a été signé par différents Etats sur l'invitation du Gouvernement des Pays-Bas ne fait que concrétiser dans une matière spéciale des engagements internationaux que le Grand-Duché a déjà assumés par sa politique d'arbitrage et plus spécialement par son adhésion à l'Acte Général d'Arbitrage et à la Clause facultative de Juridiction Obligatoire de la Cour Permanente de Justice Internationale réalisée par la loi du 29 juillet 1930.

Le Ministre d'Etat, Président du Gouvernement,
Jos. BECH.

Avis du Conseil d'Etat.

Par sa Dépêche du 30 mars 1936, le Gouvernement a soumis aux délibérations du Conseil un projet de loi portant ratification du Protocole signé à La Haye le 27 mars 1931 pour reconnaître à la Cour Permanente de Justice Internationale la compétence d'interpréter les Conventions de La Haye de droit international privé.

Par la loi du 29 juillet 1930, le Grand-Duché a adhéré à l'Acte Général d'Arbitrage et à la Clause facultative de Juridiction Obligatoire de la Cour Permanente de Justice Internationale. D'autre part le Protocole du 27 mars 1931 ne fait que concrétiser dans une matière spéciale des engagements internationaux que le Grand-Duché a assumés ^{d'ailleurs} par sa politique

d'arbitrage et puis surtout par cette loi du 29 juillet 1930. En effet, le Protocole n'a pour objet que d'interpréter les Conventions de La Haye de droit international privé. Dans ces circonstances le Conseil estime qu'il ne s'oppose à la ratification.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 7 mai 1936.

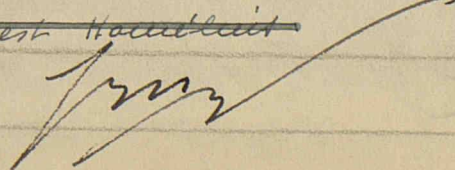
Le Secrétaire,

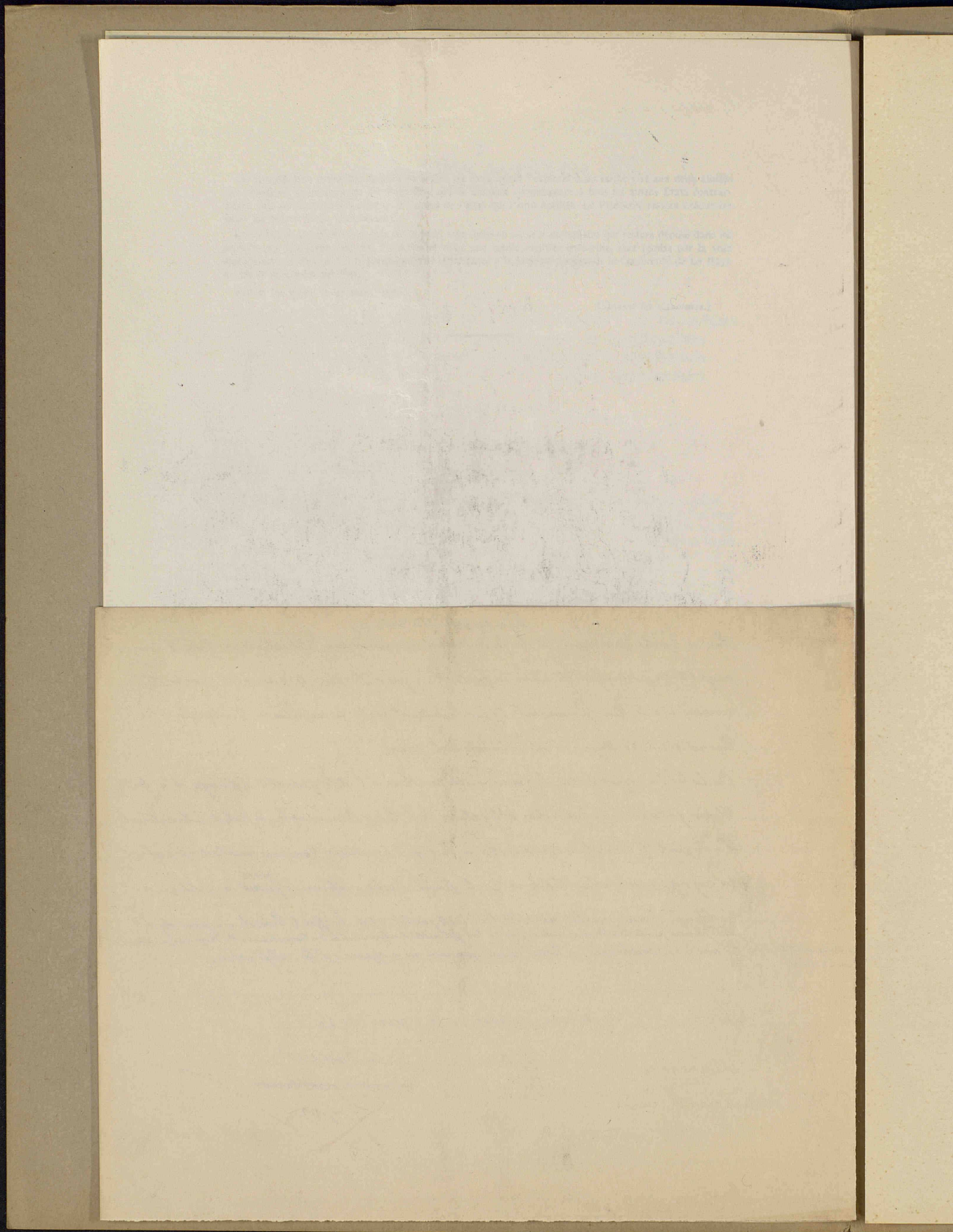
Amicus Curiae

H.

Le Président,

Auguste Haeckel





CONSEIL D'ÉTAT.

PROJET DE LOI

portant

ratification du Protocole signé à La Haye, le 27 mars 1931, pour reconnaître à la Cour permanente de Justice Internationale la compétence d'interpréter les Conventions de la Haye de droit international privé.

DÉPÊCHE AU CONSEIL D'ÉTAT.

Luxembourg, le 30 mars 1936.

Monsieur le Président,

Nous avons l'honneur de soumettre à l'avis de votre haute compagnie un projet de loi approuvant la Protocole signé à La Haye, le 27 mars 1931, pour reconnaître à la Cour Permanente de Justice Internationale la compétence d'interpréter les Conventions de La Haye de droit international privé.

Le Protocole qui a été signé par différents Etats sur l'invitation du Gouvernement des Pays-Bas ne fait que concrétiser dans une matière spéciale des engagements internationaux que le Grand-Duché a déjà assumés par sa politique d'arbitrage et plus spécialement par son adhésion à l'Acte Général d'Arbitrage et à la Clause facultative de Juridiction Obligatoire de la Cour Permanente de Justice Internationale réalisée par la loi du 29 juillet 1930.

Le Ministre d'Etat, Président du Gouvernement,
Jos. BECH.

Le Directeur général de la Justice,
Norb. DUMONT.

PROJET DE LOI.

Article unique. — Est approuvé le Protocole signé à La Haye, le 27 mars 1931, pour reconnaître à la Cour Permanente de Justice Internationale la compétence d'interpréter les Conventions de La Haye de droit international privé.

PROTOCOLE

pour reconnaître à la Cour Permanente de Justice Internationale la compétence d'interpréter les Conventions de La Haye de droit international privé.

Les Etats contractants du présent Protocole, représentés par les soussignés dûment autorisés, reconnaissent la compétence de la Cour Permanente de Justice Internationale, pour connaître de tout différend entre eux concernant l'interprétation des Conventions élaborées par la Conférence de La Haye de Droit International Privé, qu'ils ont ratifiées ou auxquelles ils ont adhéré.

Le différend sera porté devant la Cour par requête présentée par l'Etat le plus diligent.

Le présent Protocole sera ratifié et le premier dépôt de ratifications aura lieu à La Haye, dès que deux des Etats signataires seront en mesure de déposer leurs ratifications. Il restera ouvert à la ratification des autres Etats signataires.

Il sera dressé de tout dépôt de ratifications un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à chacun des Etats contractants.

Le présent Protocole entrera en vigueur pour les Etats qui l'auront ratifié, soixante jours après le dépôt de leurs ratifications. Il aura une durée de cinq ans à partir de la date où il est entré en vigueur entre les Etats qui ont participé au premier dépôt de ratifications. Ce terme commencera à courir de cette date même pour les Etats qui auront déposé leurs ratifications plus tard.

Le Protocole sera renouvelé tacitement de cinq ans en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation devra être notifiée au moins six mois avant l'expiration du terme visé aux deux alinéas précédents au Gouvernement des Pays-Bas, qui en donnera connaissance à tous les autres Etats contractants. Elle ne produira son effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. Le Protocole restera exécutoire pour les autres Etats contractants.

Le Protocole qui portera la date de ce jour, sera signé en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à chacun des Etats qui ont été représentés à la Sixième Session de la Conférence de La Haye de Droit International Privé.

Fait à La Haye, le 27 mars 1931.

(Suivent les signatures.)

AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT.

Par sa dépêche du 30 mars 1936, le Gouvernement a soumis aux délibérations du Conseil un projet de loi portant ratification du Protocole signé à La Haye le 27 mars 1931 pour reconnaître à la Cour Permanente de Justice Internationale la compétence d'interpréter les Conventions de La Haye de droit international privé.

Par la loi du 29 juillet 1930, le Grand-Duché a adhéré à l'Acte général d'arbitrage et à la Clause facultative de juridiction obligatoire de la Cour Permanente de Justice Internationale.

D'autre part le Protocole du 27 mars 1931 ne fait que concrétiser dans une matière spéciale des engagements internationaux que le Grand-Duché a assumés d'abord par sa politique d'arbitrage et puis surtout par cette loi du 29 juillet 1930. En effet, le Protocole n'a pour objet que de faire aplanir par la Cour Permanente de Justice les difficultés d'interprétation des Conventions de La Haye qui peuvent naître entre les Etats contractants. Dans ces circonstances le Conseil opine que rien ne s'oppose à la ratification.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 1^{er} mai 1936.

Le Secrétaire,
Armand STUMPER.

Le Président,
Ernest HAMÉLIUS.

